

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 09/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats
Publié sur  **GÉORISQUES**

BOUYER LEROUX Structure SAS

26 route d'Ancenis
44430 La Boissière-du-Doré

Références : N1-2023-485-rapport

Code AIOT : 0006302896

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement BOUYER LEROUX Structure SAS implanté 26 route d'Ancenis 44430 La Boissière-du-Doré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX Structure SAS
- 26 route d'Ancenis 44430 La Boissière-du-Doré
- Code AIOT : 0006302896
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société BOUYER LEROUX exploite un site de production d'éléments de grande longueur en argile (linteaux et coffres de volets roulants).

Les argiles reçues sur le site sont broyées puis mises en forme dans une mouleuse. Les éléments passent dans un séchoir avant la cuisson dans un four tunnel. Après cuisson, les éléments en terre cuite passent dans une chaîne de montage qui permettent des opérations de sciage, de nettoyage, de marquage et de montage de rails en aluminium, renforts, sous face et joues en PVC.

La visite a porté sur les installations suivantes :

- L'usine de fabrication,
- Le local électrique principal,
- Le stockage extérieur d'éléments en plastique,
- Le bassin sud de récupération des eaux pluviales et de réserve incendie,
- Les compteurs d'eau.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Le risque incendie,
- Les impacts sur l'eau,
- Les suites de visites précédentes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autorisation de prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/09/2020, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Dispositif de suivi des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 4.1.1	/	Sans objet
3	Prescriptions Sécheresse AP site	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 4.1.4	/	Sans objet
4	Plan des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 4.2.2	/	Sans objet
5	Entretien et surveillance des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 4.2.3	/	Sans objet
7	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 4.3.10	/	Sans objet
8	Eau – travaux à réaliser	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 4.3.12	/	Sans objet
12	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.1.2	/	Sans objet
13	formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.2.9	/	Sans objet
16	Registre de maintenance incendie	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.2.9	/	Sans objet
17	consignes sur la mise en œuvre des moyens	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.5.5	/	Sans objet
20	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 12/09/2020, article 8.3.1	/	Sans objet
21	Stockage des matières plastiques	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.5.2	/	Sans objet
23	Tri 5 flux stockages	Code de l'environnement du 21/09/2021, article D543-281	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
25	Surveillance de l'impact sonore	Arrêté Préfectoral du 12/09/2020, article 7.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Entretien des séparateurs à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 4.3.10	/	Sans objet
10	Valeurs limites des rejets des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 4.3.11	/	Sans objet
11	Gestion des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 12/09/2020, article 5.1.5	/	Sans objet
14	Rapports de contrôle des extincteurs	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.2.9	/	Sans objet
15	Alimentation en eau pour la lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.2.9	/	Sans objet
18	Présence effective des moyens	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.2.9	/	Sans objet
19	Signalisation	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.2.9	/	Sans objet
22	Valeurs limites de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 3.2.4	/	Sans objet
24	Tri 5 flux attestations	Code de l'environnement du 21/09/2021, article D543-284	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place des consignes et former le personnel sur les actions à mettre en œuvre en cas d'incendie ou d'incident sur le site. Des exercices au moins annuels doivent permettre de maintenir cette formation. Un plan d'action est attendu sous 1 mois de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation de prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2020, article 4.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Usages de l'eau – Ressources prélevées – Valeurs limites de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :
Les installations sont alimentées en eau par le réseau public de distribution d'eau potable et par un forage en nappe. Le volume d'eau prélevé dans la nappe est limité à 5 000 m ³ par an. Le volume d'eau prélevé dans le réseau public d'eau potable est limité à 500 m ³ par an.
Constats : Lors de la visite, le registre informatisé de relevé mensuel du compteur d'eau potable a été consulté. Il a été constaté une consommation d'eau de 576 m³ en 2022, 585 m³ en 2021, 401 m³ en 2020.
Le registre informatisé de relevé du compteur du forage a également été consulté. Le compteur n'ayant été installé qu'en novembre 2022, il n'a pas été possible de vérifier le volume annuel prélevé. Cependant, le dispositif de prélèvement du forage était en panne entre janvier et mars. Le relevé du compteur était à 121 m ³ le 02/01/2023. Lors de la visite, il était entre 122 et 123 m ³ .
Observations : L'exploitant indique que la consommation d'eau est réalisée quasiment exclusivement sur le réseau d'eau potable. Il explique que l'eau du forage est ferrugineuse ce qui pose problème dans le processus de fabrication de produits à base d'argile. C'est une non-conformité avec l'article 4.3.7 de l'arrêté d'autorisation qui prévoit que les eaux potables sont interdites pour le procédé de fabrication . L'exploitant doit justifier de l'impossibilité technique d'utiliser les eaux de forage pour le process et porter à la connaissance du préfet cette justification et les quantités d'eaux utilisées., en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositif de suivi des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 4.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des prélèvements (toutes ressources)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :
Les installations de prélèvement d'eau (réseau et forage) sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence de compteurs sur le réseau d'eau potable et au niveau du forage. Les indications constatées le jour de la visite sont cohérentes avec les derniers relevés réalisés.
Cependant, le relevé est réalisé à une fréquence mensuelle et non à une fréquence hebdomadaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prescriptions Sécheresse AP site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 4.1.4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions sécheresse AP site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :
En cas de sécheresse constatée sur la masse d'eau La Divatte et ses affluents depuis la source jusqu'à l'estuaire de la Loire (FRGR0538), l'exploitant doit mettre en oeuvre les mesures suivantes en fonction du franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise :
<ul style="list-style-type: none"> • Vigilance : aucune • Alerte : arrêt des opérations de nettoyage, en dehors des filières des produits en terre cuite • Alerte renforcée : aucune • Crise : aucune
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place une organisation permettant de s'assurer de la mise en œuvre des actions prévues en cas de sécheresse.
Observations : Le site est complètement fermé pendant 4 semaines au mois d'août.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan des réseaux d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau – collecte des effluents

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées :

- un plan et un schéma des réseaux d'alimentation en eaux
- un plan et un schéma des réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales.

Ces plans et ces schémas, datés et régulièrement mis à jour, doivent faire apparaître :

- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les points de branchement, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, les postes de mesure,
- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, disconnecteurs ou tout autre dispositif qui permet un isolement avec la distribution de l'eau d'alimentation...),
- les ouvrages de toutes sortes (vannes manuelles et automatiques, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration avec leur point de contrôle,
- tous les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un plan non daté de réseaux.

Le plan doit être complété pour préciser les secteurs collectés, localiser tous les points de rejet au milieu naturel, préciser la localisation des points de contrôle des ouvrages d'épuration et des vannes / guillotines permettant d'empêcher le rejet d'effluents en cas d'incident ou d'accident.

Le plan doit mieux préciser la localisation du séparateur à hydrocarbures de la maintenance et intégrer les canalisations associées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entretien et surveillance des réseaux d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eau – surveillance des réseaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Il reporte les dates et les résultats des contrôles dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs du bon état du bassin de régulation des eaux pluviales situé au sud du site.

Constats :

Constat lors de la visite du 12/03/2015 : L'exploitant n'a pas mis en place d'organisation ni de programme de contrôle permettant de s'assurer du maintien en bon état et de l'étanchéité du réseau de collecte des effluents.

Constat lors de la visite du 06/03/2018 : L'exploitant a prévu un contrôle des réseaux avec une périodicité de 10 ans. Il a réalisé le contrôle du réseau sur l'avant des bâtiments (réseau ancien) en 2016. Ce contrôle a montré la présence d'un effondrement partiel qui n'a pas permis de finaliser le contrôle. Des réparations doivent être réalisées afin de s'assurer de l'étanchéité du réseau.

Le contrôle des réseaux plus récents a été réalisé en 2008. Il doit être renouvelé en 2018.

Réponse de l'exploitant le 17/05/2018 : Les travaux de réparation des tuyauteries seront mis en œuvre avant fin juillet 2018. Une inspection commune des réseaux ancien et récent sera réalisée en fin d'année 2018 ce qui permettra de respecter la fréquence décennale sur le réseau récent.

Constat lors de la visite du 18/04/2023 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats de tels contrôles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 4.3.10
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – traitement des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement des aires de circulation et des zones de stockage des produits sont collectées et dirigées, avant rejet dans le milieu naturel : <ul style="list-style-type: none"> • vers un bassin de régulation dont le volume doit être au moins égal à 1 050 m³ et dont le rejet s'effectue dans un fossé (point de rejet n° 1), • vers un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le fossé situé en bordure de la RD 763 (point de rejet n° 2), • vers un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le fossé situé en bordure de la RD 763 (point de rejet n° 3). [...]
Constats : La réalisation des travaux de mise en conformité est prévue, avec son échéancier, à l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral (voir point de contrôle suivant). Lors de la visite, il a été constaté que les travaux ont été réalisés au niveau de la zone sud. Notamment, le bassin préexistant a été élargi pour permettre la collecte des eaux de ruissellement pour une pluie décennale. Cependant, il n'a pas été possible de vérifier le volume disponible. Les travaux n'ont pas été réalisés au niveau des deux autres zones. Des séparateurs à hydrocarbures collectent, pour partie, les eaux de ruissellement avant rejet.
Observations : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un justificatif du volume disponible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Eau – travaux à réaliser

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 4.3.12
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – dispositifs de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise les travaux prévus dans le rapport « gestion des eaux pluviales – étude de mise en conformité – calculs & plans » de juillet 2018 selon l'échéancier ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> • avant le 30/06/2021 : réalisation des travaux prévus pour la zone sud et en particulier augmentation du volume du bassin tampon sud afin d'assurer une réserve incendie de 300 m³ et un volume tampon des eaux de ruissellement de 1 050 m³ ; • avant le 30/06/2022 : réalisation des travaux prévus pour la zone ouest et en particulier la réalisation d'un bassin tampon de 75 m³ ; • avant le 30/06/2023 : réalisation des travaux prévus pour la zone nord et en particulier la réalisation d'un bassin tampon de 75 m³. L'ensemble des ouvrages seront munis de vannes guillotines afin d'éviter la diffusion d'eaux éventuellement polluées vers le milieu naturel.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la réalisation de la première phase de travaux. Le bassin de la zone sud est pourvue d'une vanne de confinement. Le volume de la réserve incendie est indiquée sur plan à 468 m ³ . Le volume tampon n'est pas indiqué. Les travaux des phases suivantes ne sont pas engagés. Pour la deuxième phase de travaux, un premier devis a été reçu par l'exploitant. Les travaux sont

prévus en 2024.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Entretien des séparateurs à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 4.3.10
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – entretien des dispositifs de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositifs de traitement des eaux pluviales et des eaux de ruissellement font l'objet d'un entretien au moins annuel.
Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les factures du 02/03/2023 et du 03/03/2023 pour l'écémage du séparateur situé à la station-service et du séparateur situé au bassin le long des vignes et le pompage et nettoyage du séparateur situé à la maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Valeurs limites des rejets des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux – respect des valeurs limites de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés par l'établissement ne doivent pas dépasser les valeurs limites définies ci-dessous. [tableau] Les mesures doivent être effectuées au moins une fois par an au niveau des points de rejet n°1, n°2, n°3 et n°5 définis à l'article 4.3.5. Le prélèvement instantané est réalisé si possible lors d'un épisode pluvieux, en début d'épisode.
Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le « rapport de prélèvements instantanés eaux pluviales - 2021 » (Bureau Veritas exploitation). Les prélèvements ont été réalisés le 06/05/2021 au niveau de 3 points de rejet : EP bureaux (rejet n°3), EP parc (rejet n°2) et EP bassin (rejet n°1) Les résultats sont conformes.
Aujourd'hui, il n'y a pas de point de rejet n°5, les eaux de toiture étant dirigées soit vers le point de rejet n°1 soit vers le point de rejet n°2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Gestion des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2020, article 5.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit.
Constats : Constat du 06/03/2018 : Les eaux boueuses chargées de fines d'argiles issues du sciage des éléments produits sont épandues sur le parc à produits cassés.
Constat du 18/04/2023 : Depuis, l'exploitant a modifié son process pour ne plus réaliser le sciage avec utilisation de l'eau mais à sec, avec aspiration des poussières émises.

Lors de la visite, il a été constaté que le sciage des éléments est toujours réalisé à sec.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Ces zones comprennent notamment les stockages d'hydrocarbures. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté un plan identifiant la localisation des armoires électriques (les armoires électriques sont considérées comme les principales zones à risque de l'établissement). Ce plan ne localise pas les zones à risque que sont les stockages d'huiles et la station service. L'exploitant est donc invité à revoir son plan des zones à risques. Il a été constaté que les armoires électriques disposent d'un affichage mentionnant le risque incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel qui est appelé à intervenir doit être entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par an au minimum, à l'évacuation du site et à la mise en oeuvre de matériels d'incendie et de secours. Le chef d'établissement doit proposer aux services départementaux d'incendie et de secours leur participation à un exercice commun annuel. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les comptes-rendus des vérifications et des exercices.
Constats : Constat du 06/03/2018 : La dernière formation incendie a été réalisée en 2016. L'exploitant doit veiller à respecter une fréquence annuelle. Constat du 18/04/2023 : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le tableau de suivi des habilitations. La dernière formation au maniement des extincteurs a été réalisée en septembre 2021. La prochaine formation est prévue en septembre 2023. La fréquence annuelle n'est donc pas respectée. Par ailleurs, il n'est pas organisé d'exercices d'évacuation. L'exploitant indique qu'un système de détection d'incendie, d'alarme et d'extinction automatique dans les locaux et armoires électriques vient d'être installé sur le site (finalisation d'ici fin avril). La mise en place du système d'alarme permettra la réalisation d'exercices d'évacuation. L'exploitant a indiqué ne pas avoir pris contact avec le SDIS pour l'organisation d'exercices communs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Rapports de contrôle des extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les extincteurs sont vérifiés tous les ans.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport du 20/03/2023 de vérification périodique des extincteurs réalisée par la société DESAUTEL.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Alimentation en eau pour la lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer d'équipements propres (réserves d'eau...) ou de moyens collectifs (réserve d'eau de 200 m ³ de la zone artisanale), aménagés pour l'intervention des services de secours, lui assurant une alimentation en eau pour la lutte contre l'incendie, d'au moins 60 m ³ /h pendant 2 heures.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les travaux de la zone sud permettent la conservation d'une réserve d'eau incendie. Le volume associé est indiqué à 468 m ³ sur le plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Registre de maintenance incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les moyens de secours, les obturateurs et les vannes de confinement sont à la place prévue, sont aisément accessibles et sont en bon état extérieur.
Constats : L'exploitant a indiqué que le fonctionnement de la vanne en sortie de bassin de la zone sud n'était pas vérifié jusque là.
Observations : L'exploitant a indiqué avoir prévu de mettre en place une vérification semestrielle (manipulation de la vanne, vérification du bon fonctionnement, nettoyage).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : consignes sur la mise en œuvre des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'exploitant doit s'assurer de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel. Il s'assure également que celles-ci ont bien été communiquées aux personnes extérieures présentes sur le site. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de

fluides), • les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.4.2, • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
Constats : Lors de la visite, il a été constaté l'affichage d'une consigne expliquant la fermeture de la vanne du bassin de la zone sud. Un affichage précisant les extincteurs à utiliser par type de feu est également présent à proximité des portiques d'extincteurs. Un plan précisant la localisation des extincteurs, des coupures de gaz, des portes de secours et des défibrillateurs a également été présenté. Cependant, il n'existe pas de consigne indiquant les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ni de procédure d'alerte avec les numéros de téléphone à contacter.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Présence effective des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par les normes en vigueur sont répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, à raison d'un appareil pour 200 m².
Constats : Le site comporte 58 extincteurs à eau, 40 extincteurs à poudre et 19 extincteurs à CO ₂ soit un total de 117 extincteurs. Les locaux représentent une surface d'environ 15 000 m². Il a été constaté la présence d'extincteurs par sondage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Signalisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les extincteurs sont repérés, fixés (pour les portatifs), numérotés et accessibles en toutes circonstances.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que la plupart des extincteurs sont regroupés sur des portiques d'au maximum 7 extincteurs. Un code couleur permet le repérage du type d'extincteurs et un affichage permet de préciser le code couleur à utiliser en fonction du type de feu. Des poteaux permettent d'assurer un accès libre aux extincteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2020, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou

suite à modification. Elles sont contrôlées au minimum une fois par an par une personne compétente.

Constats : Constat du 06/03/2018 : Les dernières vérifications électriques ont été réalisées en 2014 et 2017. Le rapport de vérification de 2017 fait état de 30 remarques. Le traitement des déficiences n'a pas commencé, 4 mois après la vérification. L'exploitant doit veiller à réaliser la vérification des installations électriques chaque année. Il doit mettre en œuvre les actions correctives afin de maintenir les installations en bon état.

Constat du 18/04/2023 :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis :

- le compte-rendu de vérification périodique, dit Q18, réalisée les 4 et 5/01/2022 par Bureau Veritas Exploitation : ce rapport comporte 8 observations dont 4 avaient déjà été préalablement signalées.
- le rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge Q19 réalisé le 04/05/2022 par Bureau Veritas Exploitation : aucune anomalie constatée.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification électrique réalisé du 12 au 14/04/2023 par Bureau Veritas Exploitation : ce rapport comporte 16 observations dont 12 avaient déjà été préalablement signalées.

L'exploitant doit veiller à respecter une fréquence annuelle pour la vérification des installations électriques. Il doit s'organiser pour mettre en œuvre rapidement les actions correctives (notamment en priorité pour celles remettant en cause la conclusion du certificat Q18).

Les interventions réalisées suite aux contrôles sont tracées dans le logiciel de GMAO mais ne sont pas aisées à retrouver.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Stockage des matières plastiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 8.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Stockages plastiques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le stockage de matières plastiques doit être éloigné d'une distance de 15 mètres par rapport aux locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation, aux limites de propriété et de toute végétation.

Constats : Constat du 21/09/2021 : Le stockage est localisé dans la zone représentée sur le plan situé en annexe de l'arrêté préfectoral, le long du bâtiment au nord-est mais également le long du bâtiment plus au sud que ce qui est prévu sur le plan. Il n'a pas été possible de vérifier la distance d'éloignement de 15 mètres des bureaux et des éventuels locaux non directement liés à l'exploitation. La distance de 15 mètres par rapport aux limites de propriété et de la végétation est respectée.

Constat du 18/04/2023 :

Le stockage de matières plastiques est localisé au même endroit qu'en 2021. Les bâtiments situés le long du stockage sont des bâtiments d'exploitation. L'exploitant doit justifier l'absence de bureaux ou d'autres locaux du personnel dans la bande de 15 m autour du stockage de plastiques.

L'exploitant a transmis un porter à connaissance (PAC) concernant notamment une modification de la localisation du stockage des plastiques. Des remarques et questions ont été transmises à l'exploitant le 12/09/2022. L'exploitant doit **transmettre les compléments demandés pour permettre la poursuite de l'instruction du PAC.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Valeurs limites de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2020, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et à 18 % d'oxygène. Pour le séchoir, les mesures sont réalisées sur gaz humides. [tableau]
Constats : Constat du 21/09/2021 : Les résultats des mesures réalisées en avril 2021 montrent un respect des valeurs limites en concentration et en flux pour l'ensemble des paramètres, à l'exception de la valeur limite en concentration et en flux pour le fluor en sortie de cheminée du four : <ul style="list-style-type: none"> • concentration (moyenne sur 3 prélèvements) : 40 mg/Nm³ (valeur limite = 5 mg/Nm³), • flux (moyenne sur 3 prélèvements) : 86,3 g/h (valeur limite = 60 g/h). Les mesures réalisées au niveau de la cheminée du séchoir en avril 2021 ne montraient pas de non conformité (obligation de mesures tous les 3 ans). Constat du 18/04/2023 : Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport des mesures d'émissions atmosphériques réalisées le 06/04/2022 sur la cheminée du four. Tous les résultats sont conformes. Pour le fluor, le résultat en concentration est de 3,91 mg/Nm ³ et 55,3 g/h en flux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Tri 5 flux stockages

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/09/2021, article D543-281
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets. Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux [...].
Constats : Constat du 21/09/2021 : il a été constaté la présence de deux bennes affectées aux DIB qui contenaient, outre du bois, des plastiques et du carton, également des équipements de protection individuelle (masques, gants ...) qui ne doivent pas être stockés en mélange avec les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre. Constat du 18/04/2023 : Lors de la visite, il a été constaté que la gestion des déchets avait été améliorée, avec la présence de poubelles de proximité en fonction des différents types de déchets, des stockages de regroupement intermédiaires et des bennes à l'extérieur. Les bâches d'emballage de palettes sont triées à part mais les autres plastiques sont toujours mis dans les stockages DIB . L'exploitant indique qu'il s'agit de la consigne de leur prestataire, PAPREC, compte-tenu des faibles quantités récoltées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Tri 5 flux attestations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/09/2021, article D543-284
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.
Constats : Constat du 21/09/2021 : l'exploitant ne dispose pas d'attestation pour les déchets de plastique et de bois Constat du 18/04/2023 : Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis un document émis par la société Paprec Recyclage et intitulé « Récapitulatif des enlèvements du 01/01/2022 au 31/12/2022 ». Ce récapitulatif concerne les catégories suivantes : cartons, papiers, ferraille, DIB et gravats. Il n'y a pas de distinction pour le plastique et le bois. Il est indiqué un tonnage global de déchets valorisables (inférieur au total de déchets collectés). Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis une attestation pour les déchets de métal, cartons et plastiques pour le début de l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Surveillance de l'impact sonore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2020, article 7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Impact sonore
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser au moins tous les trois ans, à ses frais, des mesures des niveaux d'émissions sonores de son établissement (niveaux diurnes et nocturnes) et des valeurs d'émergence. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Elles sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Les emplacements doivent être définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée ou, à défaut, en limite d'emprise de la briqueterie. Les emplacements comprennent au minimum les sept points de mesure reportés sur la carte qui figure à la page 2.18 de l'étude d'impact : <ul style="list-style-type: none">• limite de propriété Nord (entrée matières premières),• limite de propriété Sud-Est,• limite de propriété Sud,• limite de propriété Sud-Ouest (entrée produits finis)• habitat proche ('Le Buisson') (zone à émergence réglementée),• limite de propriété nord-est (habitation) (zone à émergence réglementée),• limite de propriété est (stock de produits terre cuite et stock d'argile).
Constats : Constat du 06/03/2018 : L'établissement fonctionnant 24 heures sur 24, pour l'évaluation du bruit résiduel, l'organisme chargé des mesures a choisi de réaliser une mesure de bruit au niveau

d'un point alternatif. Ce point est situé sur la route départementale, au sud de l'établissement. L'utilisation de ce point de mesure pour l'évaluation du bruit résiduel doit être justifiée, notamment pour la comparaison au point numéro 2 (limite Nord-est) qui est éloigné de la route.

Constat du 18/04/2023 :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport des mesures des émissions sonores réalisées les 18 et 19/11/2021 par la société Arca2e. La méthode de contrôle a été utilisée.

Le site fonctionnant 24h sur 24, la même méthode que précédemment a été utilisée pour définir le bruit résiduel (bruit avec l'établissement à l'arrêt). Cependant, un point de mesure alternatif pour le bruit résiduel a été choisi pour chaque point de mesure en ZER. Les émergences calculées en période diurne sont de 2,6 dB(A) au maximum, à comparer à la valeur limite de 5 dB(A).

Le bruit en limite de propriété est inférieur à 70 dB(A) (66,9 dB(A) au maximum) mais l'installation de concassage criblage était à l'arrêt.

En période nocturne, les émergences maximales sont respectées. Le bruit en limite de propriété atteint 59,7 dB(A) en un point (à comparer à la valeur limite de 60 dB(A)). Cette valeur étant de moins de 2 dB(A) inférieure à la valeur limite, il ne peut être tiré de conclusion sur la conformité du résultat avec l'utilisation de la méthode de contrôle.

Observations : Les prochaines mesures devront être représentatives des conditions de fonctionnement plus défavorables, avec l'indication que l'installation de broyage est en fonctionnement.

Elles devront être réalisées en utilisant la méthode d'expertise.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet